

<http://divergences.be/spip.php?article811>



Carlos Beas Torres

Oaxaca, la guerre souterraine

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°12. Mars/march/märz 2008 - International - Mexique/México -

Date de mise en ligne : mercredi 12 mars 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L399xH400/2007-07-16-Oaxaca-2-af55c.jpg>

« Le conflit se poursuit dans l'Oaxaca », conclut de manière accablante la Commission internationale d'observation (CCIODH) qui s'est rendue récemment dans cet État du sud du Mexique. Il est évident pour tout le monde que le conflit continue d'exister dans l'Oaxaca et qu'il est toujours aussi aigu, comme le montre le fait que pas une semaine ne s'écoule sans que les rues d'une ville quelconque de cet État soient occupées par des groupes nombreux de manifestants. Bien sûr qu'il est aigu, comme le montre le fait que pas une semaine ne s'écoule sans qu'aient lieu des affrontements portant sur le contrôle d'établissements scolaires. Et bien évidemment que ce conflit persiste, comme le montrent les manifestations publiques de rejet d'Ulises Ruiz et des fonctionnaires de son gouvernement, manifestations de rejet total qui sont constantes en divers lieux de l'État d'Oaxaca.

Cependant, si ce conflit reste aigu, c'est aussi parce que la répression brutale et systématique qui continue de plonger dans le deuil les familles oaxaquègues est incessante. L'Oaxaca est aux prises avec une guerre sourde, silencieuse, souterraine, livrée contre les peuples et les organisations qui poursuivent leur lutte pour réclamer leurs droits. La mission d'observation de la CCIODH constate que la violation des droits humains fondamentaux y atteint des proportions extrêmement graves et que la responsabilité d'une telle situation échoit aussi bien au gouvernement de l'État d'Oaxaca qu'au régime présidé par Felipe Calderón.

Au cours des derniers mois, on a pu constater une recrudescence des actes de violence exercés contre des opposants du mouvement social. À San Pedro Yosotatu, en pleine célébration des fêtes de Noël, le représentant mixtèque Plácido López a été assassiné ; dans la région chatina, c'est le dirigeant indigène Lauro Juárez qui a été enlevé et qui a disparu, tandis que dans le village zapotèque de San Blas Atempa c'est l'opposant Rosalino Díaz qui a été enlevé, son cadavre découvert le lendemain avec d'évidents signes de torture. Dans les derniers jours, on assiste également à une augmentation de l'acharnement contre la commune autonome de San Juan Copala, tandis que la mort « dans d'étranges circonstances » de dissidents ne cesse de se répéter, comme c'est le cas pour le maire de Huayapan, membre du Front de la cordillère nord, ou pour cinq professeurs de Salina Cruz, parmi lesquels on trouve le fils du célèbre dirigeant enseignant d'Oaxaca Erangelio Mendoza.

On a pu aussi constater dans les derniers jours une augmentation des arrestations d'opposants, comme celle du mandataire chinantèque Pedro Sánchez Antonio, emprisonné sous l'accusation de délits qu'il n'a pas commis. Remarquons cependant que cette vague répressive n'est pas uniquement le fait des caciques du PRI et de diverses polices de l'Oaxaca. Le 7 février dernier, plusieurs membres de l'AFI ont arrêté Luis Fernando Canseco, dirigeant enseignant bien connu, ainsi que Dora Ávila, activiste réputée qui a longuement combattu pour la défense des droits de la femme indigène. Accusés tous deux d'attaques de voies de communication générales, leur crime se réduit en réalité à avoir pris la parole dans un rassemblement de citoyens qui manifestaient contre les agissements criminels du gouverneur tyran.

Dans l'Oaxaca, l'exercice des droits inscrits dans la Constitution n'est qu'un délit pur et simple, l'« État de droit » ne constituant qu'une farce sanglante et coûteuse. Si le conflit en cours se poursuit dans l'Oaxaca, c'est parce que aucune solution n'a été apportée aux causes qui l'ont déclenché ; c'est parce que continue de régner l'impunité qui autorise les nervis et autres pistoleros à se promener tranquillement ou des chefs de la police à « s'exiler » sans encourir de châtement à Cancún ou à Mexico. Le conflit persiste parce que des dizaines de prisonniers politiques continuent de pourrir en prison, qui font l'objet de jugements partiels truffés d'irrégularités aberrantes. Le conflit persiste dans l'Oaxaca parce que la majorité de la population est plongée dans la misère et est la cible de violence tandis que quelques rares privilégiés, fonctionnaires du gouvernement et leurs associés chefs d'entreprise, font des affaires juteuses. Si le conflit existe dans l'Oaxaca et ne tarde jamais à ressurgir, c'est parce que tant de morts silencieuses, tant de guerres cachées, tant d'abus, de griefs et tant de crimes impunis ne peuvent exister indéfiniment. Ils ne doivent pas se perpétuer.

Carlos Beas Torres est membre de l'Union des communautés indigènes de la zone nord de l'Isthme (Ucizoni).

Traduit par **Ángel Caído**.

Source : [Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte \(CSPCL\) de Paris :](http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=547)
http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=547